Accusé de réception en préfecture
095-219502804-20260114-2026-DM-001A-AU
Date de télétransmission : 21/01/2026
Date de réception préfecture : 21/01/2026
publié - Notifié le 21/01/2026

GOUSSAINVILLE – n° 2026/.....

Pour le maire
Par délégation de signature,
le Rédacteur
Valérie HETUIN

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE DE GOUSSAINVILLE

Département du Val d'Oise - Arrondissement de Sarcelles - Chef Lieu de Canton

DECISION DU MAIRE n° 2026-DM-001A
du 14 janvier 2026

OBJET : DOMAINE ET PATRIMOINE – Locations données (3.3.2.)
Avenant à la convention de mise à disposition de locaux à 3 médecins généralistes au 4 bis rue des pinsons à Goussainville.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2020-DCM-01A en date du 04 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal a procédé à l'élection de Monsieur Abdelaziz HAMIDA, en qualité de Maire,

Vu la délibération n° 2020-DCM-05A du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020 décidant de déléguer à Monsieur Abdelaziz HAMIDA, Maire, les missions complémentaires prévues par l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° 2024-DM-120A du 3 octobre 2024 concernant la mise à disposition de locaux à 3 médecins au 4 bis rue des pinsons,

Considérant que l'objectif de la ville est de répondre aux besoins en termes d'offre de service de santé,

Considérant que l'arrêt de l'activité médicale du Dr KHEZAM au sein des locaux situés 4 bis rue des Pinsons et la nécessité de faciliter les futurs mouvements au sein du cabinet,

Considérant la demande du Dr RADJI de bénéficier d'espace de stockage au 1er étage,

Considérant qu'il convient, en conséquence, de signer un avenant à la convention de mise à disposition de locaux,

DECIDE

Article 1er : DE SIGNER un avenant à la convention de mise à disposition de locaux, sis 4 bis rue des pinsons à Goussainville avec le Dr RADJI Mohamed Hillel – 82 rue des Myosotis – 95500 GONESSE, suite à l'arrêt de l'activité de l'un des médecins et de la mise à disposition du 1er étage pour du stockage.

Article 2 : DE DIRE que les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Le Maire,
Abdelaziz HAMIDA

MAIRIE de GOUSSAINVILLE (95) - n°01

Le Maire informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy Pontoise, sis 2-4 boulevard de l'Hautil, dans le délai de deux mois à compter de sa notification de sa notification ou de sa publication.
Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr